

# « Les bandits ont ordonné de fermer l'école »

Dans le centre du Mali, des centaines de milliers d'enfants sont privés de classe en raison des menaces djihadistes

## REPORTAGE

MOPTI (MALI) - envoyée spéciale

**Y**acouba (les prénoms ont été changés) n'a que 10 ans, mais ses grands yeux épouvantés et gonflés de larmes témoignent de l'horreur qui semble avoir déjà rythmé sa vie. Il y a un an et demi, lui et ses camarades de première année d'école primaire ont été menacés de mort par des hommes armés dans l'enceinte de leur établissement de la région de Mopti, dans le centre du Mali. « *Les bandits nous ont fait sortir de la classe pour nous faire prier. Ils ont ordonné au directeur de fermer l'école, sinon ils reviendraient tous nous tuer* », balbutie-t-il entre deux sanglots, les mains agrippées aux lanières de son cartable.

Le lendemain, son école a fermé, comme près de trois écoles sur dix dans la région. Yacouba n'a pas pu finir d'apprendre à lire. Il a dû fuir son village et abandonner ses parents. « *Je ne veux pas retourner là-bas... La vie est douce ici* », reprend-il d'une voix plus assurée en regardant son nouveau maître d'école. Comme lui, une cinquantaine d'enfants ayant fui la menace terroriste ont été rescolarisés à Bangoueteba B, une école de Mopti.

## Des dizaines de Touareg tués dans le nord-est du Mali

Des dizaines de civils touareg ont été tués entre mardi 11 et mercredi 12 décembre par des djihadistes présumés, dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne, zone de confrontation entre des djihadistes ayant prêté allégeance à l'organisation Etat islamique et deux groupes armés principalement touareg soutenant les troupes maliennes et françaises. Le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA, issu de l'ex-rébellion) a dénoncé les attaques, faisant état jeudi d'un bilan de « 47 morts ». Des élus locaux ont évoqué entre une vingtaine et plusieurs dizaines de tués. La Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a condamné ces attaques sur Twitter, sans donner d'estimation chiffrée.

Si ces élèves sont désormais à l'abri des groupes armés qui sévissent en brousse, quelque 245 000 enfants maliens, dont plus de 149 000 dans le centre du pays, sont encore privés d'éducation à cause de la menace djihadiste. Au Mali, les fermetures d'écoles se multiplient jusque dans les régions de Ségou et Koulikoro, plus au sud, jusqu'ici épargnées. Mais la zone de Mopti est la plus touchée: 60% des 817 établissements fermés dans le pays se trouvent dans cette région autrefois prisée des touristes pour ses balades sur le fleuve Niger. Aujourd'hui, les visiteurs ont été remplacés par des militaires qui, malgré leurs efforts, ne parviennent pas à contenir une menace terroriste et des conflits intercommunautaires qui ne font qu'augmenter. L'ONU a recensé plus de 300 morts, dont dix enfants, entre juin et septembre.

### Dessins d'armes

Issa, 11 ans, et son cousin Adama font partie des 16 600 personnes originaires de la région qui ont dû fuir leur village. Réfugié chez son oncle à Mopti, Issa a pu, comme Yacouba, reprendre l'école à Bangoueteba B cette année. « *J'ai dû quitter mon village à cause de la guerre. Les bandits sont venus nous attaquer à l'école. Ils ont fait sortir le direc-*



*teur et les enseignants et ils les ont frappés* », raconte-t-il, le regard fuyant. Assis à côté de lui, Adama est complètement figé, traumatisé de devoir se replonger dans cette horreur qu'il a lui aussi vécue alors qu'il avait à peine 8 ans. « *Les bandits n'aiment pas l'école en français. Ils disent qu'il faut que l'école soit en arabe* », poursuit Issa avant de rejoindre sa classe.

Mahamadou Maïga, le directeur de Bangoueteba B, décrit Issa comme un bon élève qui n'a pas eu de problèmes d'intégration. Mais son cas n'est pas la règle: « *Un jour, un enfant a été amené ici, ses parents avaient été tués dans son village. Chaque fois qu'on lui demandait de dessiner, il faisait une arme. C'était ancré dans sa mémoire. Pour d'autres, il suffit d'un bruit et ils paniquent. Ces enfants ont vu des hommes armés tirer dans la cour de leur école. Ils ont vu des hommes mourir devant eux. Nous essayons de les faire parler, de les rassurer* », explique-t-il. Comme lui, plus de 60 000 enseignants maliens ont été formés à l'aide psychosociale par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) ces trois dernières années.

Ce jour-là, il n'y a pas vraiment classe. Les élèves comme les enseignants, en grève pour réclamer

le versement de leurs salaires impayés, ont accepté de venir dans l'établissement pour témoigner de leur quotidien aux quelques journalistes participant au voyage de presse organisé par l'Unicef. L'agence onusienne a soutenu la réouverture de cette école, comme celles de 267 autres au Mali, l'année scolaire précédente.

Deux des professeurs ne sont là que depuis la rentrée scolaire 2017-2018. Comme les élèves, Ousmane, enseignant en 5<sup>e</sup> et en 6<sup>e</sup> année, a dû fuir les hommes armés qui ont menacé son école, volé ses affaires personnelles et arraché le drapeau national, il y a deux ans. Mais en novembre, il a été confronté à un dilemme. «*Les autorités nous ont appelés pour nous dire de retourner enseigner au village. Nous avons peur. Ils ont proposé des militaires pour nous surveiller, mais ce n'est pas possible ! Les bandits ne veulent pas voir d'uniformes, on deviendrait des ennemis*», alerte-t-il. Alors Ousmane a refusé de repartir. Pour lui, cette mesure sécuritaire proposée par les autorités n'aurait pour conséquence que d'exposer davantage les enseignants.

A quelques kilomètres de là, au gouvernorat de Mopti, les autorités régionales sont formelles : le plan de sécurisation des régions du centre mis en œuvre depuis un an a permis de stabiliser la zone. Une dizaine de postes de sécurité ont été construits, l'administration réinvestit le terrain occupé par les terroristes et près d'une centaine d'écoles ont rouvert à la rentrée. L'école fondamentale Moussawal est l'une d'entre elles. Cet établissement planté sur les terres arides de la commune de Fatima a été érigé en modèle par les autorités. Fermée par crainte d'attaque terroriste il y a un an, elle a rouvert officiellement ses portes le 1<sup>er</sup> octobre en présence du premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga.

«*Bien avant la rentrée, nous avons été avertis de la réouverture de l'école. Ils ont promis de sécuriser le milieu, donc on est là. On voit souvent des patrouilles de militaires autour du village, mais ils ne viennent pas à l'école*», explique le directeur. Ses mains tremblantes et ses propos poliés ne permettent pas de comprendre la réalité du quotidien du personnel et des élèves qui se sont déplacés, mercredi 5 décembre, sur demande de l'Unicef. Selon l'agence, l'école serait depuis la rentrée totalement fonctionnelle et pas directement sécurisée par les militaires. La réalité est tout autre.

Après le départ du premier ministre, l'école n'a que très peu fonctionné. Les enseignants, craignant d'être pris pour cible par les djihadistes qui avaient menacé l'école voisine, ont posé leurs conditions : sans une protection directe, ils ne prendraient pas le risque de venir faire classe chaque jour. En novembre, un accord aurait été trouvé, permettant à Moussawal de mieux fonctionner. «*Les militaires viennent tous les jours patrouiller aux alentours de l'école*», atteste Amadou Coulibaly, secrétaire général du Syndicat national de l'éducation de base (Syneb). Une information confirmée par d'autres sources locales mais niée par les autorités régionales. Selon le syndicaliste, les militaires surveilleraient

d'autres établissements de la région, mais «*la centaine d'écoles officiellement rouvertes cette année, ce n'est pas la réalité, dit-il. Celles des chefs-lieux ont pu rouvrir, mais celles de brousse restent fermées*».

#### «**Creuser le lit du djihadisme**»

A Moussawal, les cours ont repris, sous pression des autorités et sous haute surveillance. Mais dans ces conditions, combien de parents acceptent-ils d'envoyer leurs enfants à l'école dans cette région qui, pour des raisons culturelles et religieuses, affiche le taux brut de scolarisation le plus bas du pays (55 %, contre 72 % au niveau national) ? Ce 5 décembre, la moitié des bancs de l'école de 158 élèves sont vides. Lorsqu'elle a fermé, 50 élèves ont abandonné. Depuis, chaque jour, moins de la moitié des enfants s'assoient face au tableau noir. Pour Amadou Déguéni, le directeur de l'académie scolaire de Mopti, l'avenir du Mali est menacé : «*Nous sommes en train de creuser nous-mêmes le lit du djihadisme. Imaginez un enfant qui ne va pas à l'école et qui ne va connaître que les armes... C'est très grave. Nous devons nous battre.*»

Pour le directeur, l'intégration des écoles coraniques au système éducatif public, en cours de réflexion au sein du ministère de l'éducation, permettrait de rapprocher l'école des attentes des populations. «*Il faut que l'Etat accompagne les maîtres coraniques*», insiste-t-il, inquiet quant au financement de cette mesure : «*Penser que l'éducation coûte cher, c'est rester dans l'ignorance.*» Malgré tous ces défis, l'Etat compte revoir à la baisse la part du budget alloué à l'éducation : - 4,5 % en 2019, dont - 29 % pour le programme «*éducation de base*», selon le projet de loi de finances 2019. ■

**« Ils n'aiment pas l'école en français. Ils disent qu'il faut que l'école soit en arabe »**

ISSA

11 ans

MORGANE LE CAM